CONFLICT TRANSFORMATION IN PRACTICE

# La réintégration des anciens membres de Boko Haram à Maiduguri (Nigeria)

Mars 2024

*Auteur* | **Alice Carchereux**
*Editeur* | **Meg-Ann Lenoble**

CORDOBA PEACE INSTITUTE
GENEVA
معهد قرطبة للسلام

CONFLICT TRANSFORMATION IN PRACTICE

# LA REINTEGRATION DES ANCIENS MEMBRES DE BOKO HARAM A MAIDUGURI (NIGERIA)

Eléments d'analyse et recommandations
(Mars 2023 – Septembre 2023)

Auteur : Alice Carchereux
Editeur : Meg-Ann Lenoble



Mars 2024

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement celles de Cordoba Peace Institute – Geneva (CPI).

**A propos de Cordoba Peace Institute – Geneva**

Cordoba Peace Institute – Geneva (CPI) est une organisation indépendante à but non lucratif qui travaille sur la prévention de la violence, la transformation des conflits, la cohésion sociale et la construction de la paix. Il vise à améliorer les ressources théoriques et pratiques pour la transformation des conflits et possède une vaste expérience dans les contextes de l'Asie occidentale et de l'Afrique. CPI s'inspire de la ville andalouse de Cordoue, centre historique renommé du dialogue interreligieux, et de Genève, centre moderne de l'action humanitaire et du dialogue international. CPI promeut une méthodologie adaptée et acceptée par les communautés locales, les parties au conflit et les acteurs de la paix, et utilise les ressources de paix internes des sociétés dans lesquelles il travaille. Il applique les principes directeurs suivants dans la mise en œuvre de ses projets : (1) la non-violence, (2) l'inclusivité, (3) la sensibilité aux conflits, (4) la sensibilité au genre, (5) la sensibilité culturelle, (6) la promotion de processus pris en charge localement et axés sur la demande, (7) l'approche « do-no-harm » (ne pas nuire). CPI bénéficie du statut consultatif spécial auprès des Nations unies.

Ce travail a été réalisé en partenariat avec le Centre Dar Al Andalus (DAAC), une organisation non gouvernementale nigériane qui se consacre à la construction de la paix et à la résolution des conflits par le biais de récits alternatifs.



www.daralandalus.org.ng

**Remerciements**

CPI remercie le Département fédéral suisse des affaires étrangères (DFAE) pour le soutien qu'il a apporté au travail présenté dans ce rapport.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten EDA**
**Département fédéral des affaires étrangères DFAE**
**Dipartimento federale degli affari esteri DFAE**
**Departament federal d'affars exteriurs DFAE**

CONFLICT TRANSFORMATION IN PRACTICE

# La réintégration des anciens membres de Boko Haram à Maiduguri (Nigeria)

Eléments d'analyse et recommandations
(Mars – Septembre 2023)

Auteur : Alice Carchereux
Editeur : Meg-Ann Lenoble

## TABLE DES MATIERES

1. Introduction ..... 4
2. Soutien psycho-social et renforcement d'attitudes positives au niveau individuel et collectif .... 6
   2.1. Une tendance générale à Maiduguri ..... 6
   2.2. La prise en compte des émotions comme ressources en vue d'une réintégration ..... 7
   2.3. Education et enseignements religieux ..... 8
3. Acceptation et réintégration économique ..... 13
   3.1. Problématiques liées aux incitations aux retours en forêts ..... 13
   3.2. Prégnance du lexique familial ..... 13
   3.3. Intégration pour faire face aux contraintes économiques ..... 14
4. Conclusion ..... 16

# 1. Introduction

L'émergence du groupe Jama'atu Ahlis-Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad (JAS), connu sous le nom de Boko Haram (BH), remonte à 2002 à Maiduguri, capitale de l'Etat de Borno au Nigeria. Fondé par Mohammed Yusuf, BH a progressivement glissé vers des actions violentes contre l'Etat nigérian, profitant d'une présence peu marquée de l'Etat dans le bassin du lac Tchad. Selon les données de *Armed Conflict Location & Event Data Project* (ACLED), depuis 2009, entre 20 000 et 30 000 décès ont été enregistrés, provoquant le déplacement de plus de 2,3 millions de personnes[1].

L'exécution du leader spirituel marque un tournant et laisse place à une organisation fragmentée tenant « à la fois de la secte et du mouvement social »[2]. Sous le commandement d'Abubakar Shekau[3], le nord-est du Nigeria a été le théâtre d'une intensification de la violence extrémiste. Cette escalade non approuvée par le groupe État Islamique (EI) (auquel Shekau avait prêté allégeance en 2015) a conduit à la scission de BH et de l'EI et par conséquent à l'émergence d'ISWAP (Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest) en 2016 au nord-est du Nigeria. Une violente rivalité entre les deux groupes se laisse percevoir. La mort de Shekau en mai 2021 marque un tournant décisif pour la pérennité de BH dans la région. En échange de leur liberté, le gouvernement a convaincu certains membres associés au groupe armé de se rendre et de gagner les camps de transit[4] comme celui de Hajj, de Maiduguri, de Shokari ou de Bulumkutu. De nombreux combattants de BH étaient inquiets de devoir passer sous le contrôle d'ISWAP. Au moins 2000 combattants auraient déjà été libérés tandis ce qu'une petite partie d'entre eux a rejoint ISWAP. Une phase de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) s'ensuit. ISWAP a supplanté BH en tant qu'insurrection dominante dans la région, susceptible d'absorber les combattants de BH, alors que d'autres sont restés fidèles aux idées de Shekau.



Ainsi, ce contexte général marqué par des conflictualités ambiantes et les incertitudes quant aux reconversions des partisans du leader Shekau, a été favorable aux interventions gouvernementales et aux tentatives de déploiement d'un discours spécifique pour traiter la violence des groupes armés. Il s'agissait de réfléchir non pas à un accord de paix ou à une amnistie, mais aux formes de réintégration des anciens combattants de BH. Il est important de distinguer les deux modèles mis en place qui correspondent à deux périodes et approches distinctes. L'*Operation Safe Corridor* (OSC) est un dispositif mis en place en septembre 2015 conjointement entre le gouvernement fédéral du Nigéria et divers partenaires, y compris des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales. Contrôlé par l'armée nigériane, il est l'illustration des pratiques courantes en matière de politiques publiques fédérales, à savoir, « la réarticulation de 'solutions' existantes à des 'problèmes' nouveaux, mises en œuvre par des alliances entre des acteurs institutionnels divers ayant repéré des 'opportunités' »[5]. L'objectif de ce programme était de réintégrer les anciens membres associés à BH après leur détention « alors que les opérations militaires continuent contre le noyau dur »[6]. Critiquée pour son manque d'inclusivité des anciens membres associés à BH et pour les violations graves des droits humains, cette approche de la « déradicalisation », bien qu'elle ait acquis une vraie notoriété au sein de BH, a témoigné d'une insuffisance des moyens et des mesures[7] débouchant sur une hostilité des communautés. A cela s'ajoute un processus défaillant de filtrage et d'identification des combattants ou des familles placées sous le joug des groupes armés extrémistes[8]. Des obstacles persistent dans les processus de réintégration. La stigmatisation et le soupçon au sein des communautés[9] restent fortement élevés. Pour preuve, entre 2009 et 2018, plus de 20 000 personnes auraient été arrêtées au Nigeria pour soupçons de liens avec BH[10]. Dès lors, une solution alternative à l'*Operation Safe Corridor*, spécifiquement axée sur la communauté et favorisant une réintégration pacifique en accord avec le

programme gouvernemental, s'est peu à peu imposée. Le modèle de Borno est mis en place et dirigé par l'Etat fédéré de Borno depuis 2021.

***La composante Sulhu du projet Constructive Alternative Narrative (CAN)***

Avant de dresser les principales tendances, analyses et recommandations découlant des entretiens réalisés à Maiduguri en juillet 2023 par l'équipe de projet Dar El Andalus Center (DAAC), il importe de spécifier l'historique des projets dans lequel s'insère ce rapport. Basé sur une approche de transformation de conflit prenant en compte les normes et outils culturels et cultuels du nord-est du Nigeria (textes spirituels et religieux qui guident la vie quotidienne de ces communautés), le processus *Suhlu* a initialement pour objectif de traiter les désirs de vengeance et faciliter le pardon[11] pour les auteurs de torts au sein des communautés. Il s'agissait notamment de faciliter les ateliers de formation et de dialogue, afin de procurer des outils techniques aux communautés pour un processus de réintégration pacifique.

Les communautés de Damboa, Kukawa, Kaga, Mafa et Mongnu avaient été désignées comme terrains d'enquêtes pour cette seconde phase de projet. Dans ces cinq zones rurales, cinq groupes communautaires étaient sélectionnés représentant le tissu communautaire (imams, étudiants, leaders communautaires, leaders des femmes et de jeunes). Dix représentants de chacune de ces cinq communautés avaient été identifiés, soit cinquante participants au total pour ces ateliers. Des *focus groups* conduits par le DAAC, organisées par localités et statuts au sein des communautés ont été alors organisés afin de mieux comprendre les enjeux de réconciliation pour ces communautés. Plus particulièrement il s'agissait de cerner plusieurs aspects centraux pour faciliter à la fois le pardon et la cohésion sociale en vue de la réintégration et la réhabilitation des anciens membres associés à BH dans les communautés.



***Les enjeux d'une réintégration à Maiduguri***

La ville de Maiduguri a été sous la période de Shekau la plus touchée par l'insurrection. D'immenses camps de déplacés autour de Maiduguri se sont formés d'anciens membres associés aux groupes BH ou ISWAP, ou de populations vivant sous leur contrôle. Il est à noter que ceux qui ont été victimes ou qui ont fui BH par le passé n'ont guère d'affection pour les personnes liées à ce groupe. Il existe en effet des risques liés à la réintégration de ces individus au sein des communautés.

Les individus tentant de se réinsérer dans le tissu social local après avoir été impliqués dans des actes de violence extrême peuvent se heurter à divers degrés de stigmatisation. Cela englobe l'indignation face à leur implication dans l'utilisation de cette violence à l'encontre des communautés, la crainte suscitée par les idéologies poussant à la pratique d'une violence extrémiste, la discrimination, ainsi que le sentiment de culpabilité et de honte lié à leurs comportements passés.

Les ressentiments envers ce processus de réintégration pourraient conduire à la marginalisation d'un groupe et augmenter le désir de retourner à des activités armées, voire un regain de radicalisation.[12]

Par ailleurs, le manque d'information des communautés sur les conditions octroyées aux rapatriés pour faciliter un retour durable dans les communautés amplifie le sentiment d'injustice déjà fort

présent. La perception de manque de considération de leurs souffrances, de leurs pertes familiales et socioéconomiques par le gouvernement est prégnante dans tous les *focus groups*, peu importe le statut ou la communauté. Cette donnée est extrêmement importante puisque dans un premier temps cela pourrait renforcer les comportements de stigmatisation à l'encontre des rapatriés.

**Le 16 juillet 2023,** une évaluation de la situation a été réalisée dans les camps à Maiduguri où sont hébergés les anciens membres associés à BH. Ces données relevant les défis et les réussites rencontrées dans leur processus de réintégration sont essentielles pour élaborer des programmes visant un soutien continu et la garantie d'une réintégration réussie.

**Le 19 juillet 2023,** des réunions avec les anciens membres associés à BH conduites par l'équipe de DAAC et les chercheurs de Borno se sont tenues. L'ordre du jour proposait des discussions sur les perceptions de la réintégration, les défis rencontrés par les rapatriés et l'exploration de solutions potentielles.

## 2. Soutien psycho-social et renforcement d'attitudes positives au niveau individuel et collectif

Si globalement, les anciens membres associés à BH expriment un fort désir de retourner dans leurs communautés respectives à Maiduguri[13], la réalité est bien plus complexe. La stigmatisation et le rejet des communautés peut nuire gravement à leur santé mentale et physique. Par conséquent, on identifie un risque aigu d'entraver leur capacité et leur désir de participer pleinement à la vie sociale et communautaire et d'avoir recours à des épisodes de colère violente.[14] Le soutien psychosocial ainsi que le renforcement d'attitudes positives des anciens membres associés aux groupes armés à l'égard des communautés et des membres des communautés à leur égard est donc nécessaire à la gestion des frustrations éventuelles et aux sentiments de rejet récurrents.



### 2.1. Une tendance générale à Maiduguri

L'acceptation des repentis par la communauté est réellement encourageante par rapport aux zones rurales. Dans un rapport datant de 2021 portant sur la réintégration sociale, économique et civique des anciens membres associés à BH à Maiduguri, il avait déjà été montré que « la plupart des membres de la communauté souhaitent une vie paisible aux anciens membres associés aux groupes armés »[15]. Ils sont généralement disposés à interagir avec eux de diverses manières, allant de la socialisation aux échanges commerciaux. Les entretiens réalisés lors des dernières activités en date le démontrent avec quelques réserves évoquées à prendre en compte dans la mise en œuvre du processus de réconciliation.

***Degrés d'extrémisme***

L'idéologie extrémiste du groupe renvoie à une variable identitaire individuelle. Il est donc important de comprendre le degré d'appartenance au groupe, l'affiliation et le poids de ce facteur identitaire. Il existe deux factions, ISWAP, considéré comme plus indulgent envers les communautés musulmanes, et BH, plus brutale. La période « post-Shekau » traversée par BH a conduit à des luttes de pouvoir plus importantes même au sein du groupe. Si ces factions se distinguent dans l'uniforme utilisé, dans les positions idéologiques concernant les enseignements religieux, il est important de dépasser les frontières conceptuelles car « nommer [tel ou tel acteur] c'est donner une identité figée à un moment donné »[16].

Certains acteurs n'ont pas d'affiliation à une faction ou n'ont pas été impliqués dans des activités criminelles passées[17] contrairement à d'autres rapatriés. Certains, considérés à tort comme membres de groupes armés extrémistes, affirment même avoir été détenus pendant des années sans faire l'objet de poursuites dans des conditions très rudes. Au regard de ces classifications qui peuvent jouer un rôle prépondérant pour se distinguer et désigner les anciens membres associés à BH, il est en réalité possible que certains acteurs soient plus ou moins motivés par une force idéologique d'opposition. Entre ceux qui se rendent, ceux qui ont réellement prêté allégeance, ceux qui mentent sur leur allégeance, tout ceci alimente le soupçon au sein de la communauté. S'il est difficile d'évaluer le degré de violence extrémiste auxquels ces derniers ont activement participé, les participants[18] mettent l'accent sur l'importance de comprendre ces différences pour des efforts efficaces de réintégration.

***Considérations de genre et d'âge***

A Maiduguri, les hommes sont moins bien acceptés que les femmes et les enfants car perçus comme potentiellement dangereux. Il est important de voir aussi les femmes comme des potentielles parties prenantes actives dans l'ensemble du système mis en place par les groupes armés, vecteur de violences extrémistes. Dans de nombreux cas elles peuvent avoir prêté allégeance volontairement aux groupes armés extrémistes et ne sont pas seulement des épouses passives sous le joug des groupes armés. Ce « screening » auprès des femmes est fondamental pour un processus de réintégration pacifique et durable. Elles portent la charge de l'éducation des enfants et notamment de l'éducation religieuse des filles. Adopter une approche intersectionnelle tenant compte de la dimension générationnelle est nécessaire à la pacification des relations au sein de la communauté.



## 2.2. La prise en compte des émotions comme ressources en vue d'une réintégration

Non résolus, certains traumatismes et certaines émotions sont susceptibles de refaire surface et de renforcer les conflictualités au sein des communautés et parmi les repentis lors de leur réintégration. Les perceptions, les attitudes ambivalentes à l'égard des membres de l'autre groupe doivent être prises en compte pour l'acceptation des anciens membres associés aux groupes armés au sein de la communauté, la réduction de leur marginalisation et des sentiments de méfiance à leur égard.

***Entre stigmates, souvenirs difficiles et rappels nostalgiques d'une expérience au sein de BH***

Les stigmates liés à certaines identités extrêmes peuvent entretenir les frustrations, l'humiliation et un sentiment de marginalisation lors du retour au sein de la communauté. Ces stigmates limitent la capacité à réintégrer une communauté, l'accès à des services ainsi que l'admission des nouveaux membres au sein d'une communauté[19]. En l'espèce, l'identification des anciens membres associés à BH pose des défis pour ceux qui n'ont pas d'affiliation à une faction ou qui n'ont pas été impliqués dans des activités criminelles.

Premièrement, plusieurs témoignages démontrent que les acteurs ont conscience de leur endoctrinement et de la manipulation idéologique utilisée par les groupes extrémistes. Un ancien combattant a mentionné qu'il avait été trompé pour rejoindre BH en interprétant de manière erronée des versets du Coran. Deuxièmement, les enquêtes de terrain ont mis en évidence la pression des pairs pour sortir de cette expérience. Un commandant qui avait un rôle d'érudit a partagé son expérience sous le leadership de Shekau. Il révèle à quel point il était difficile pour lui de sortir de

BH malgré la pression de ses pairs. Sa femme avec qui il s'est enfui était enceinte et avait un nourrisson. Cette brutalité des reconversions et les difficultés qui y sont associés renvoient à des traumatismes. Toutefois, par-delà ces stigmates, une forme de nostalgie liée à l'accumulation et aux gains rythme les propos des anciens membres associés à BH. Certains évoquent à quel point ils étaient riches lorsqu'ils vivaient dans les camps de BH. Même si la plupart ont aussi réalisé après-coup que l'idéologie était erronée[20], certains disent tout de même avoir « récolté jusqu'à 2 millions de Nairas en seulement 2 jours ». Ainsi, ces émotions mixtes[21] oscillant entre rejet de l'expérience passée et nostalgie, sont à prendre en compte dans une perspective de réintégration des anciens membres associés aux groupes armés au sein des communautés.

***Du contrôle des émotions et des stratégies d'évitement du conflit…***

En l'absence d'une vie tranquille pour les membres de la communauté, des efforts visant à reprendre les armes peuvent émerger. « Certains répondants considèrent [notamment] les attaques de représailles comme des exceptions acceptables à une existence paisible après avoir quitté le groupe armé »[22]. Dans la mesure où les émotions négatives et les *a priori* négatifs à l'égard des uns et des autres est susceptible de resurgir et de s'exprimer de manière conflictuelle lors de la réintégration, il est important de travailler sur les types de stratégies d'évitement ou de contrôle des émotions. « Nous essayons d'éviter de nous mêler aux conflits au sein de la communauté pour éviter d'être accusés » témoignait ce rapatrié, cible d'un préjudice. Chaque question et enjeu soulevé au sein de la communauté est à plus long terme susceptible de cristalliser des tensions et de voir émerger des jeux d'accusations entre anciens membres associés à BH et les communautés qui les reçoivent.

***…aux tentatives de faire des compromis, de résoudre les conflits et de s'accommoder en maintenant la cohésion et l'unité***



Des tentatives d'encouragement mutuel, d'unité et d'une certaine cohésion, sont repérables à Maiduguri. Les propos d'un commandant permettent de s'en convaincre : « Nous rencontrons des personnes qui parlent mal de nous en général, en tenant compte des atrocités passées. Cependant, nous nous encourageons mutuellement et essayons de contrôler nos émotions pour ne pas montrer que nous sommes mécontents de leurs réactions »[23]. Ce type de propos est révélateur des stratégies de contrôle des émotions employées afin de préserver un semblant d'unité et éviter les conflits. Cela met en lumière le pouvoir de la résilience humaine et la capacité à transformer les émotions négatives en vecteurs de changement et de réconciliation. Au cœur de ce processus de réintégration, les stratégies de contrôle des émotions jouent un rôle primordial. Elles ne visent pas seulement à apaiser les tensions immédiates, mais également à reconstruire des ponts entre les anciens membres associés aux groupes armés et les membres de la communauté.

## 2.3. Education et enseignements religieux

A Maiduguri, la majorité des anciens membres associés à BH rencontrés ont jusqu'à ce jour une interprétation radicale des préceptes religieux du fait de leur éducation religieuse prônant l'utilisation de violences extrémistes. Les groupes extrémistes violents ont su exploiter la vulnérabilité des plus jeunes, *en raison du manque d'éducation et du manque de moyens à Maiduguri.* Ainsi*,* si certains pouvaient participer à des débats idéologiques malgré leur reddition, la plupart des femmes et des enfants, étaient d'abord très ignorants des débats inhérents aux enseignements islamiques y compris concernant les purifications rituelles et la prière. Des parties conséquentes du Coran étaient mémorisées sans en connaitre la réelle signification et l'interprétation. Un repentis avait, par exemple, mémorisé 40 hizb du Coran (qui en contient 60)

pendant son séjour dans le camp de BH. Certaines données collectées suggèrent l'importance accordée à la radio et son rôle positif encourageant la pensée critique à Maiduguri. « L'émission de radio animée par des érudits encourageant les membres de la communauté à nous accepter a été très utile pour faciliter notre retour. Les efforts des érudits nous ont vraiment aidés »[24] affirmait un ancien combattant. De plus, il est à noter que de nombreux anciens membres associés à BH ont peu à peu manifesté des changements significatifs en acceptant de prier avec les autres et en coopérant avec les intervenants. L'enseignement des préceptes religieux à travers les prêches est ainsi susceptible de contribuer pleinement à la pacification des relations et à la réintégration.

Des formations et des « clubs de paix » ont été mis en place pour enseigner les principes fondamentaux de la religion, la prière, le jeûne, et aborder les sujets tels que le Kufr et la démocratie. Des programmes initiés par l'association des écoles islamiques du Borno à Maiduguri pour une prise de conscience, via les enseignements religieux, que « suivre un enseignement occidental est autorisé »[25]. Il serait intéressant de répertorier les écoles coraniques qui opèrent de manière indépendante puis d'explorer dans un second temps les options et pistes de médiation pour favoriser l'accès des enfants à certains pans de l'enseignement profane qui est une préoccupation majeure dans le cadre de la protection de l'enfance.

Toutefois, si élaboration de programmes éducatifs il y a, leur faible fréquentation par les ex-combattants pose des difficultés. Un défi majeur réside dans le manque d'incitations pour motiver activement les anciens membres associés à BH à participer aux programmes. De plus, les demandes de ressources dans les programmes éducatifs ne peuvent souvent pas être satisfaites en raison de contraintes budgétaires. Un curriculum local avait été conçu dans le but de répondre aux besoins spécifiques des ex-combattants ainsi qu'un manuel de soutien (CAN). S'il n'a pas encore été officiellement publié malgré sa soumission à l'IOM il y a deux ans, une collaboration de chercheurs sur ce curriculum sur le thème de la réconciliation avait été proposée[26].



Dès lors, pour inciter activement les jeunes à s'engager dans ce type de dispositif local, il serait utile de :

***1) Mettre en place des mesures incitatives ciblées***

Par exemple, il pourrait s'agir de reconnaissances officielles et de certifications qui récompensent la participation active des anciens membres associés aux groupes armés aux programmes éducatifs. Ces incitations pourraient être plus précisément liées à des opportunités d'emploi, à des aides financières, des avantages spécifiques ou bien une reconnaissance de la part de la communauté.

Le tableau[27] suivant permet de comparer les différentes perceptions et représentations de la part des communautés et des anciens membres associés à BH. La compréhension de chaque variable mentionnée est utile au maintien des attitudes positives, à la réduction des stigmates et essentielle au bon déroulement des interactions futures. Tout en faisant office de grille d'analyse, ce sont des pistes sur lesquelles il faudrait travailler davantage avant tout contact et rapprochement entre les anciens membres associés aux groupes armés et les communautés de réception.

**Anciens membres associés des groupes armés vs. Communautés de réception**

| Variables | Anciens membres associés des groupes armés | Communautés de réception | Principaux résultats |
|---|---|---|---|
| **Attitudes** | Anticipation du préjudice ou discriminations/rejets dont ils peuvent faire l'objet. | Désir de vie paisible et en harmonie | Les attitudes peuvent jouer un rôle dans les interactions futures et éventuellement générer de nouveaux conflits. Un travail préalable sur les attitudes plutôt que sur les comportements violents est essentiel. |
| **Types d'anxiété / ressentiments en vue du processus de réintégration[28]** | Devenir la principale cible du préjudice.<br><br>Evaluer les motivations/raisons qui poussent à se désengager de l'identité préalable (ou non) : raisons économiques ou raisons idéologiques/recherche de connaissances islamiques.<br><br>Expression de regrets voir en seconde partie ci-dessous | Ressentiments et essentialisation de l'ensemble des anciens membres associé aux groupes armés à l'extrémisme violent | Atténuer les types d'anxiété liées au processus de réintégration et les préjugés, potentiels vecteurs de conflictualité. Pour cela, il est important de mettre l'accent sur le dialogue et soutien psycho-social. |
| **Stratégies envisagées avant le processus de réintégration** | Stratégies envisagées pour réduire leur stigmatisation et se faire accepter<br><br>Moments identifiés comme étant ceux où ils « maitrisent leurs émotions qui permettent de « garder la face ». | A la fois enclins à une réintégration pacifique et en colère ; des traumatismes lourds à porter. | L'identification des stratégies de réduction des stigmates, d'évitement et de contrôle des émotions dans chacun des groupes constituent les bases communes. |
| **Intérêts et volonté de s'engager au sein de la société dépend étroitement…** | …Du regard positif ou négatif sur le processus<br>…Des types d'expériences passées (degré d'exposition à la violence, âge d'entrée dans le groupe, stratégies de recrutement antérieurs – sensibilité aux médias, aux financements, ou à la coercition). | …Du regard positif ou négatif sur le processus<br><br>…Des types d'expériences passées avec les groupes armés | Identifier ce qui pourrait pousser à s'engager au sein de la société plutôt que de reprendre les armes/violence. Il est essentiel que le gain soit supérieur au coût de l'engagement et l'incitation à rejoindre le groupe ou retourner en forêt. |



La méthode de Kenneth W. Thomas et Ralph H. Kilman permet d'évaluer le comportement d'une personne dans une situation où les aspirations entre deux groupes se révèlent difficilement compatibles et serait ici appropriée pour analyser les enjeux et les défis liés à la réintégration des anciens membres associés à BH. Deux tendances principales sont, selon eux, à dégager : (1) la *détermination* qui définit dans quelle mesure une personne cherche à satisfaire ses propres aspirations et (2) la *coopération* qui définit dans quelle mesure un acteur cherche à satisfaire les aspirations des autres. Il est essentiel de favoriser ces dynamiques, c'est l'objet des prochaines étapes de ce projet.

***2) Tenir compte des regrets énoncés par les anciens membres associés aux groupes armés***

Après la reddition, il est possible que des regrets soient énoncés. Etant donné que l'expression du mécontentement n'est jamais directe mais s'exprime aussi et surtout à travers des discours sur le passé, il est nécessaire d'identifier les enjeux relatifs à l'expression de ces discours nostalgiques.

Pour certains, il peut s'agir d'exprimer un sentiment de regret de s'être rendu plutôt que d'avoir rejoint les groupes armés ou de critiquer tel ou tel dispositif. La compréhension de ces discours et des griefs parfois assez éloignés d'une version officielle[29], concernant leur reddition permettrait une amélioration possible des programmes déjà mis en œuvre à Maiduguri et prévenir les retours en forêt.

Dans la mesure où dans d'autres contextes les stigmates ont eu tendance à freiner la réintégration sociale[30], il est important d'évaluer « ce qui importe le plus »[31] afin de réduire la propension au récidivisme et à la violence.

***3) L'importance des actes symboliques et la participation active des deux groupes pour le maintien d'attitudes positives***

Les prochaines étapes du projet visent à créer des espaces d'échange sécurisés et d'interactions autour de micro-projets communs incluant des membres associés aux groupes armés rapatriés dans les communautés et les communautés elles-mêmes. Créer des opportunités pour reconstruire des ponts entre les anciens membres associés aux groupes et les membres de la communauté se confirme être une voie fondamentale pour apaiser les tensions, la colère et la rancœur, avec l'ambition de laisser peu à peu place à la compassion et la rédemption. Parmi les pistes à considérer :

— Organiser des rituels sociaux ayant des impacts significatifs sur le plan émotionnel et psychologique. Il peut s'agir de rituels religieux, ou de gestes symboliques, les promesses, marquant le passage et le retour dans la communauté. Le but étant de faire savoir aux anciens membres associés aux groupes armés que la communauté dans son ensemble est ouverte à leur réintégration.



— Favoriser la qualité des rencontres est plus importante que la fréquence de celles-ci. Une manière de favoriser la qualité des rencontres pourrait être l'identification des activités qui permettent un changement d'attitudes de la communauté.

— Promouvoir les plateformes et la mise en place d'ateliers qui permettraient de mettre en évidence les multiples identités de groupe armés des anciens membres associés et leur désir d'apporter une contribution significative à la communauté.

— Faire participer les leaders religieux et les leaders communautaires pour amplifier la crédibilité du processus.

***4) Santé psychologique des rapatriés et gestion du risque de récidive***

Sur la base d'anciens comptes-rendus, portant sur la santé psychologique en lien avec la violence extrême, il a été démontré que la sensibilisation et le soutien psychosocial sont cruciaux pour renforcer l'acceptation[32]. Toutefois, dans la mesure où l'engagement idéologique peut subsister, il est important de ne pas aborder les enjeux psychologiques de manière isolée. Il est aussi nécessaire de ne pas réfuter d'entrée le bien-fondé de l'idéologie conduisant à la pratique de violences extrémistes mais de discuter de la manière dont celle-ci affecte la vie du repentis en collaboration avec les professionnels de la santé, des experts en sciences islamiques, des travailleurs sociaux et des organisations locales. Différents programmes et méthodes pour motiver les anciens membres

associés aux groupes armés à s'impliquer au sein de la communauté ou à s'engager pourraient être développés sous réserves de financement.

***5) Une approche basée sur la formation de l'identité et la thérapie psycho-éducative***

Les objectifs seront choisis par l'acteur car ce dernier possède les ressources et les aptitudes nécessaires pour aboutir aux changements. Il est nécessaire de comprendre les raisons qui les ont poussés à rejoindre un certain groupe et de quelle façon cela les a affectés[33]. Une spécification claire des attentes sera nécessaire. Pour cela, orienter les discussions sur les objectifs et les solutions[34] sera fondamentale.

Dans cette optique, des séances personnalisées mises en place, où chaque individu pourrait explorer son histoire personnelle dans un environnement sécurisé et bienveillant. Ces séances permettraient d'aborder des sujets tels que les valeurs personnelles, les croyances, et comment ces éléments se sont entremêlés avec les idéologies du groupe auquel les repentis ont appartenu. L'accompagnement pourrait se concentrer également sur la reconstruction d'une identité positive, distincte de celle forgée par le groupe, en mettant l'accent sur les forces, les talents et les aspirations de chaque individu.

Des ateliers de thérapie psycho-éducative pourraient également être organisés, visant à fournir des outils concrets pour la gestion des émotions, la résolution de conflits et la prise de décision éthique. Ces ateliers encourageraient la réflexion sur les conséquences des actions passées et sur la manière de prendre des décisions alignées sur des principes éthiques et sociaux positifs à l'avenir.



En parallèle, une activité en cours de mise en place dans le cadre de ce projet est la création d'un réseau de soutien, encourageant les interactions avec des membres de la communauté qui partagent des valeurs constructives et pacifiques. Cela favorise la consolidation de la nouvelle identité en dehors du contexte du groupe extrémiste et contribue au sentiment d'appartenance à une communauté plus large et bienveillante.

***6) Identification des évènements déclencheurs liés aux facteurs individuels, sociaux ou psychologiques***

Gérer ces déclencheurs qui peuvent intervenir dans la trajectoire d'un ancien membre associé aux groupes armés pouvant déboucher sur une confrontation et un conflit avec la communauté est fondamental. En anticipant et en identifiant ces déclencheurs, il est possible d'assurer une intégration durable au sein de la communauté. Par exemple, cela peut être l'exposition aux messages et les convictions extrémistes, souvenirs traumatiques, épisodes dépressifs, troubles sociaux susceptibles de raviver des sentiments idéologiques, des changements dans les politiques publiques qui peuvent impacter la perception du retourné. La mise en place systématique de mécanismes d'alerte précoce à base communautaire est un élément de la prévention des risques de récidive à prendre en compte.

***7) Préparation aux attitudes prévisibles***

Pour les besoins de la communauté, il est primordial d'anticiper les attitudes prévisibles des anciens membres associés et de préparer la communauté aux comportements associés, afin de minimiser les risques de tensions. C'est là tout l'enjeu du projet actuel, puisque de multiples ateliers de

formation sont mis en place avec les communautés pour aborder les notions de transformation de conflits, de réconciliation, de processus de pardon et de justice « restaurative ».

## 3. Acceptation et réintégration économique

Les défis liés au processus d'adaptation à la vie civile, sociale et économique sont généralement mis en avant comme des obstacles majeurs à la réintégration. En effet, les injustices, la redistribution économique non équitable constituent des causes de conflits. La violence extrémiste étant à la fois causée par et contribuant à la pauvreté[35]. Les disparités socio-économiques entre les communautés et les régions du nord et du sud du Nigéria, ainsi que l'absence de redistribution équitable, nourrissent les cycles de violences et exacerbent les animosités entre les groupes.

Au Nigéria, les implications des opérations de l'insurrection de BH dans le nord-est ont eu des conséquences graves sur l'économie et la vie sociale des habitants. Les marchés et les zones commerciales ont subi des attaques dans le passé et poussé les habitants à fuir la ville de Maiduguri. Les répercussions économiques de la violence au niveau des infrastructures, des dommages physiques et des économies formelles et informelles ont été répertoriées au Nigéria dans un rapport du PNUD datant de 2020[36]. Si les conséquences économiques des violences perpétrées par BH dans la ville de Maiduguri sont difficiles à quantifier, les coûts sociaux sont saillants[37]. Ainsi, en plus des transformations au niveau psychosocial, les inégalités et injustices sociales doivent être adressées dans le processus de réintégration à Maiduguri.

### 3.1. Problématiques liées aux incitations aux retours en forêts



Le manque de traitement adéquat dans les camps constitue un facteur majeur contribuant aux comportements répréhensibles entre les résidents. Les repentis de Maiduguri, bien qu'encourageant d'autres combattants à se rendre, rencontrent des difficultés à le faire ou à s'éloigner de l'idéologie extrémiste principalement en raison du traitement médiocre dans les camps, entravant par conséquent, leur confiance pour se rendre. Les membres de BH utilisent souvent les zones forestières comme des bases arrière. Leur retour en forêt peut venir créer une poche d'instabilité, des attaques potentielles contre les populations locales ou les infrastructures. Les désirs de retours en forêt exprimés par les anciens membres associés aux groupes armés doivent donc faire l'objet d'une attention particulière[38]. Certains invoquent l'argument de la présence et du risque de stigmatisation par la communauté pour retourner en forêts, tandis que d'autres suggèrent un lien avec l'économie, du manque de moyens dans les camps de transits et les traitements dont ils font l'objet. Il est à noter qu'un commandant est intervenu publiquement pour appeler les anciens membres associés aux groupes armés à retourner dans la forêt en remettant en question les efforts du gouvernement[39]. C'est aussi pourquoi il est important de mettre l'accent sur la gestion des discours publics. Autrement dit, il s'agit de mettre en place des stratégies de gestion de la communication pour aborder publiquement les préoccupations soulevées par certains repentis, en favorisant un dialogue constructif plutôt que les interventions publiques susceptibles de nuire aux efforts de réintégration.

### 3.2. Prégnance du lexique familial

Certains anciens membres associés aux groupes armés sont motivés à retourner en forêt en raison des liens familiaux préexistants qui les influencent. Pour un ex-combattant, la discrimination dans sa ville natale l'a poussé à rester à Maiduguri en abandonnant sa femme et ses enfants. Un autre

ex-combattant a révélé comment la discrimination de la part des membres de sa propre communauté l'a découragé à retourner dans sa ville d'origine. Par conséquent, certains préfèrent rester à Maiduguri plutôt que de retourner dans leurs villages.

Ces exemples démontrent en quoi il serait intéressant de travailler à/au :

***1) Une évaluation individuelle***

Comprendre les liens familiaux, les expériences de discrimination, et les raisons spécifiques pour lesquelles les anciens membres associés au groupes armés hésitent à retourner dans leurs villages. Comprendre notamment comment le soutien familial ou l'absence de celui-ci peut jouer un rôle (en plus d'autres obstacles spécifiques) dans l'incitation au retour en forêt.

***2) Renforcement des liens familiaux***

Identifier les conséquences de la décision de rester à Maiduguri sur la vie familiale des anciens membres associés aux groupes armés ; il est important de développer des ateliers de communication familiale, des séances de conseil familial et la participation des membres de la famille dans le processus de réintégration.

***3) Sensibilisation communautaire***

Sensibiliser au niveau de la communauté et/ou au sein des familles pour lutter contre la discrimination et promouvoir une compréhension des défis familiaux auxquels sont confrontés les anciens membres associés aux groupes armés lors de leur retour. Ce travail devrait être réalisé en collaboration avec les leaders communautaires et religieux.



## 3.3. Intégration pour faire face aux contraintes économiques

D'autres arguments sont mobilisés pour décrire le désir de retourner en forêt notamment la question des faibles provisions en biens de consommations considérés comme limités par rapport à leur abondance en forêt. Selon un ancien membre associé aux groupes armés, se procurer de la nourriture dans la forêt est en effet beaucoup plus facile qu'en ville. Cet aspect est jugé nécessaire pour maintenir une bonne qualité de vie. La plupart des anciens membres associés aux groupes armés auront besoin de moyens de subsistance stables. Si certaines communautés pouvaient les percevoir comme étant favorisés par le gouvernement, un rapatrié s'exprimait : « en réalité, nous ne recevons que cent mille naira (100 000 NGN) du centre de réadaptation, ce qui est à peine suffisant pour couvrir le loyer de l'hébergement pendant un an après avoir quitté le camp ». Certains sont donc rapatriés dans la forêt après avoir épuisé les maigres sommes reçues en sortant du camp. Ils ont été bien accueillis dans la forêt et ont même ramené quelques échantillons de ce qu'ils avaient reçu de la part du gouvernement.

A Maiduguri, des difficultés à réintégrer la société en raison du manque d'éducation, du manque de formation professionnelle empêchant *de facto* leur intégration économique. Les opportunités d'emplois restent limitées même si un soutien aux entreprises a été réalisé. La vente d'essence, l'aquaculture ou la culture de la terre sont des activités propres aux acteurs démobilisés comme il a été souligné dans les entretiens. L'important étant, pour ces acteurs, de trouver des sources de revenus leur permettant « d'accroître leurs compétences et de se forger une carrière – ou du moins de l'espérer ».[40]

Un autre enjeu saillant qui découle des entretiens concerne les questions agricoles. Par le passé, les agriculteurs dans l'Etat de Borno[41] ont dû faire face à des tueries et des opérations de représailles de la part de BH. Dès lors, il est important que le processus de réintégration des anciens membres associés à BH tienne compte des spécificités de ces luttes, des lignes de conflictualité passée toujours identifiables entre groupes pour une intégration économique dans le milieu agricole. Au cours des enquêtes, certains anciens membres associés ont d'ailleurs déclaré assurer la sécurité des agriculteurs leur permettant ainsi de relancer l'accès aux moyens de subsistance de la zone, malgré les défis liés à la possession d'armes.

En considérant les défis évoqués, il serait ainsi intéressant de travailler à/au :

***1) Renforcement et optimisation des moyens de subsistance en ville à niveau individuel***

Des mécanismes temporaires d'aide alimentaire pour les rapatriés en ville en collaboration avec des organismes humanitaires, des partenaires locaux ont été mis en place. Il est nécessaire d'informer les repentis des ressources disponibles et de favoriser au sein de la communauté, la compréhension des défis financiers auxquels ils sont confrontés en tant que « rapatriés ».

***2) Promouvoir une insertion économique des rapatriés***

Celle-ci doit être adaptée à leurs compétences pour les aider à trouver des emplois stables et améliorer leurs moyens de subsistance en milieu urbain. Il importe de valoriser les activités économiques et les savoir-faire au sein de la communauté. Des programmes de formation professionnelle, d'éducation et d'accès à l'emploi doivent ainsi être mis en place.



***3) Une insertion économique qui passe par les services de sécurité rendus et un encadrement étatique***

La mise en place de cette sécurité à l'échelle locale est cruciale pour favoriser l'insertion au sein de la communauté pour plusieurs raisons. D'une part, leur engagement démontre un changement d'allégeance et une volonté de contribuer positivement à la vie quotidienne des agriculteurs victimes et rétablir la confiance. Il est impératif qu'ils agissent en tant « qu'agents de sécurité » de l'État, garantissant ainsi un encadrement légal des actions et limitant les préjudices liés à la possession d'armes. Toutefois, l'absence de précision pose un problème fréquemment rencontré avec les éléments « d'auto-défense » au sein de ces communautés. Ces acteurs offrent des services susceptibles de déboucher sur une violence léthale, dans un contexte juridique et légal ambigu, contribuant ainsi aux comportements déviants.

D'autre part, cette sécurisation crée un environnement favorable aux activités économiques, aux échanges communautaires et à la reprise d'activités agricoles dans un contexte plus sûr. Les agriculteurs sont notamment plus enclins à investir dans leurs exploitations et explorer de nouvelles opportunités lorsque la menace d'insécurité est réduite.

Plus largement, l'entre-aide économique est un outil puissant pour changer les perceptions négatives à l'égard des anciens combattants ou membres associés aux groupes extrémistes. En ouvrant des portes vers l'emploi ou l'entrepreneuriat, non seulement cela améliore la situation financière et l'intégration sociale des anciens membres associés aux groupes armés, mais cela illustre également leur capacité à apporter une contribution positive au sein de la communauté. En

s'attaquant aux causes profondes du recrutement par des groupes extrémistes, comme la pauvreté et le manque d'opportunités économiques, l'entre-aide peut contribuer à réduire les inégalités. Tous ces éléments concourent à dissiper les préjugés et la stigmatisation et à construire la confiance entre groupes[42].

## 4. Conclusion

En conclusion, le processus de réintégration des anciens membres associés à BH à Maiduguri révèle la complexité et la nécessité d'une approche multidimensionnelle qui tient compte des divers enjeux sociaux, psychologiques et économiques.

Les témoignages recueillis mettent en évidence la conscience des enjeux idéologiques, les défis liés à la stigmatisation, ainsi que les sentiments ambivalents de regret et de nostalgie envers le passé. La gestion des émotions, notamment par le contrôle et l'évitement des conflits, s'avère cruciale pour maintenir l'unité et la cohésion au sein de la communauté.

Les stratégies de réconciliation doivent impérativement intégrer une dimension éducative, en mettant l'accent sur la révision des interprétations extrémistes des enseignements religieux et en favorisant la pensée critique. De plus, l'attention portée aux facteurs individuels, sociaux et psychologiques qui peuvent déclencher des confrontations est essentielle pour prévenir les risques de récidive et assurer une réintégration durable.

Enfin, la mise en place d'actes symboliques et la participation active de tous les acteurs concernés sont fondamentales pour promouvoir une réintégration réussie et pour faire face aux inégalités qui alimentent les cycles de violence. Ce rapport souligne l'importance d'une approche holistique et collaborative, impliquant les anciens membres associés aux groupes armés, les communautés, les autorités locales et religieuses ainsi que les partenaires internationaux, pour surmonter les obstacles à la réintégration et construire un avenir pacifique et inclusif au nord-est du Nigeria.



## Références

[1] Boko Haram Crisis. Armed Conflict Location & Event Data Project (2022).
[2] Pérouse De Montclos, Marc-Antoine. Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? *Boko Haram, Terrorism, and Islamism in Nigeria: A Religious Uprising, a Political Contest, or a Social Protest*, p. 5 (2012).
[3] Sous la direction de Shekau, Boko Haram a organisé des attentats à la bombe, des enlèvements et des évasions de prison. A partir de 2014, il a commencé à envahir des villes dans le but de créer un État islamique régi par la charia.
[4] Reddition de masse au Nigéria, Moussa ancien combattant de Shekau. RFI, 27 janvier 2022.
[5] Foucher, Vincent. Operation Safe Corridor : l'expérience nigériane de déradicalisation. Dans Stephane Lacroix, Juliette Galonnier, Nadia Marzouki. Politiques de lutte contre la radicalisation, Presses de Sciences Po, p. 8 (2022).
[6] An Exit from Boko Haram? Assessing Nigeria's Operation Safe Corridor. *International Crisis Group*, Africa Briefing, 170, p. 4. 19 mars 2021.
[7] Hassan, Idayat. Reintegrating Ex-Combatants: An Assessment of Operation Safe Corridor. *Journal for Deradicalization*, no 33, pp. 150-180 (2022).
[8] Au Nigéria des camps de transits pour les djihadistes et leurs ex-otages. AFP, *L'Express*, 10 avril 2023.
[9] Femi Owolabi. Zulum: 'Repentant' Boko Haram members end up as spies for the insurgents. *The Cable*, 5 March 2021. Cité dans Rebecca Littman, Siobhan O'Neil, Kato Van Broeckhoven, Mohammed Bukar, and Zoe Marks, Community Acceptance of Former Boko Haram Affiliates. MEAC Findings Report 7, New York, United Nations University, p. 12 (2021).
[10] Montclos, Marc-Antoine Pérouse de. The only good jihadist is a dead jihadist: Boko Haram and de-radicalization around Lake Chad, Small Wars & Insurgencies 29 (5): 863–885 (2018).

[11] Catherine Borrelli. Empowerment of Youth through the Construction and Dissemination of Alternative Narratives: Sulhu Process in Northeast Nigeria. Endline Analysis Report. Conflict Transformation in Practice. Cordoba Peace Institute – Geneva. August 2023.
[12] Mbombo, Jean-Marie Kasonga. Winning Boko Haram with Restorative Justice. *Conflict Studies Quarterly* (2015).
[13] Entretiens, Maiduguri, le 19 juillet 2023.
[14] Mbombo, Jean-Marie Kasonga. *Op. Cit.*
[15] Littman, Rebecca, O'Neil, Siobhan, Van Broeckhoven, Kato, *et al.* Social, Economic, and Civic Reintegration of Former Boko Haram Affiliates. MEAC Finding Reports 10, New York, United Nations University, Octobre 2021.
[16] *Ibid,* p. 329.
[17] Entretiens du 16 juillet 2023.
[18] Entretiens avec des ex-combattants et les chercheurs du Borno, Maiduguri, le 19 juillet 2023.
[19] Voir par exemple le War Childcare System. Stretch Stigma. *War Child Holland* (2021).
[20] Entretiens dans le camp de réhabilitation Hajj.
[21] Ross, A. Justice Beyond Hatred. *Mixed Emotions. Beyond fear and hatred in international politics*. The University of Chicago Press (2014).
[22] *Ibid.*, p. 9.
[23] Entretiens avec des ex-combattants et les chercheurs du Borno, Maiduguri, le 19 juillet 2023
[24] Entretiens avec des anciens membres associés et les chercheurs du Borno, Maiduguri, le 19 juillet 2023.
[25] A Maiduguri, les enfants apprennent à construire la paix. Liza Fabbian, RFI, 22 janvier 2022.
[26] Catherine Borrelli. *Op. Cit.*
[27] Ce tableau s'inspire de l'« intergroup contact theory » qui suppose qu'un contact positif et coopératif, où les participants partagent un statut de pouvoir égal avec des personnes issues de groupes sociaux extérieurs, peut réduire les préjugés et favoriser la cohésion sociale.
[28] Le cadrage des acteurs autour de problématiques saillantes définies comme sources d'anxiété.
[29] Hassan, Idayat. Reintegrating Ex-Combatants: An Assessment of Operation Safe Corridor. *Journal for Deradicalization*, no 33, pp. 150-180 (2022).
[30] Brandon A. Kohrt et al., Matters Most for Primary Care Providers. *Social Science and Medicine* 250, pp. 1-12 (2020).
[31] Lisa Schirch; Chris Bosley; Michael Niconchuk. RISE Action GUIDE, USIP, Module 3: Reduce stigma. (14 Novembre 2023)
[32] Entretiens avec des ex-combattants et les chercheurs du Borno, Maiduguri, le 19 juillet 2023.
PTSD, Trauma, Stress and the Risk of (Re)Turning to Violence. Maurice van der Velden and Jordy Krasenberg, Radicalisation Awareness Network (RAN) (2018).
[33] Réadaptation et réintégration des délinquants extrémistes sur le plan de la santé mentale, Radicalisation Awareness Network, Commission Européenne, 7 avril 2021.
[34] Macdonald, A. *Solution-focused Therapy: Theory, Research & Practice*. Sage (2011).
[35] Mesurer les répercussions économiques de l'extrémisme violent à l'origine du terrorisme en Afrique, Projet de rapport, PNUD (2019).
[36] *Ibid.*
[37] Awojobi, O. N. The Socio-economic Implications of Boko Haram Insurgency in the North-east of Nigeria. International Journal of Innovation and Scientific Research, 11(1),144–150 (2014).
[38] Après Shekau : faire face aux djihadistes dans le Nord-Est du Nigéria. International Crisis Group, Briefing n° 180, 29 mars 2022.
[39] Entretiens menés par DAAC avec des anciens membres associés et les chercheurs du Borno, Maiduguri, le 19 juillet 2023.
[40] Foucher, Vincent. *Op. Cit.* p. 9.
[41] Quatre agriculteurs tués dans une attaque de Boko Haram. Leia Hoarau et AFP, RTL. 21 mars 2019.
[42] Voir par exemple, Kaufmann, Jonathan B. The Economic Efficacy of Reintegration Assistance for Former Child Soldiers. *Undergraduate Economic Review*, Vol. 13, Article 8 (2016).